

# **Des mobilisations informationnelles du *Web* participatif aux mobilisations pour l'action dans les rues**

Fabien GRANJON

Certaines mobilisations informationnelles <sup>1</sup> (Cardon, Granjon, 2010) qui se déploient dans l'univers du *Web* participatif semblent épouser des formes relativement inédites dans la mesure où, d'une part, elles se présentent comme le résultat d'un processus d'accroissement dont la nature est numérique, et d'autre part, elles s'actualisent dans des mobilisations sociales qui investissent la rue et visent des changements politiques importants. En effet, Internet produit des collectifs sensiblement différents de ceux qui émergent dans le monde *offline*, même si, bien évidemment, il accueille également des mobilisations collectives préexistant à leur version numérique et dont les formes sont *de facto* beaucoup plus traditionnelles. C'est par exemple le cas des campagnes pétitionnaires (*e.g.* en France, contre les projets de prévention de la délinquance ou encore de création de la base de données Edvige) dont le succès rapide tient pour beaucoup à la force virale tirée de la mise en réseaux des organisations et de leurs « publics » (s'agissant des cas préalablement cités, *via* leur participation au Réseau Associatif et Syndical – R@S. Cf. Granjon, Torrès, à paraître). Mais c'est aussi par la production de solidarités électives dans le contexte d'une individualisation expressive qu'Internet construit des formes politiques alternatives plus inattendues, prenant forme d'abord sur la Toile et ne trouvant de débouchés « réels » éventuels que dans un second temps. Tout semble alors se dérouler *a contrario* des étapes du processus traditionnel de formation des communautés d'action de l'espace public traditionnel.

## **Les collectifs participatifs**

Les opérations d'intéressement, de sélection, d'agrégation, de coordination et de légitimation qui conditionnent habituellement la construction de collectifs citoyens mobilisables dans l'action apparaissent moins nettement comme des préalables. Si elles se présentent toujours comme les actes indispensables à la

---

1. Par l'expression « mobilisations informationnelles », nous entendons qualifier l'ensemble des mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information.

constitution et à l'organisation de minorités actives, elles ne préemptent plus le rassemblement des individus, lequel devient premier et ouvre les conditions de possibilité à une action collective concertée. En d'autres termes, la mobilisation de l'action n'est plus une opération de construction formelle essentiellement additive, mais épouse plutôt les formes d'une démarche soustractive où il s'agit moins de construire par le nombre (agglomération) que de tamiser de la masse des contenus et des individus (différenciation), les éléments susceptibles de faire sens, de se reconnaître et d'œuvrer à une cause commune. S'agissant des mobilisations informationnelles et donc des contenus d'information en ligne, ils sont d'abord publiés, puis filtrés et hiérarchisés par les autres internautes : « Nos outils sociaux font sauter les obstacles à l'expression publique et les goulots d'étranglement qui caractérisaient les médias de masse. [...] Le paysage des médias se transforme du fait de la communication et la publication personnelles qui rassemblent maintenant des fonctions qui jusqu'alors étaient séparées. Une des conséquences est de briser le principe du filtre des professionnels séparant le bon du mauvais avant publication ; aujourd'hui ce filtrage devient social et se déploie *ex post* » (Shirky, 2008, 55-81).

Aussi, les communautés en ligne sont-elles plus électives et fondées sur le partage de convictions communes qui ne sont pas toujours données *a priori*. Elles résultent moins du modèle traditionnel de la communauté de destin ou d'appartenance qui présuppose, chez les individus, l'existence préalable d'une valeur ou d'un attribut incorporé à leur personne ou à leur engagement. Le processus de normalisation qui implique que les sujets rassemblés adhèrent primitivement à un système de références qui les rassemble en un *Nous*, tout en les distinguant de ceux qui précisément ne s'y rallient pas, ne disparaît à l'évidence pas, mais tend plutôt à s'appliquer *a posteriori*. La cohésion structurelle des mobilisations en ligne relève donc moins d'un phénomène d'adhésion que d'un attachement électif plus lâche et plus ouvert qui cadre de manière nettement moins serrée les droits d'entrée et de sortie. Si la mobilisation s'appuie toujours sur des acteurs plus ou moins déjà organisés et entretenant des liens entre eux, elle intègre aussi plus facilement des personnes inorganisées, non-encartées, plus isolées, mais participants de réseaux de sociabilité numériques qui sont justement susceptibles de les rapprocher sans les affidés et de leur épargner des contraintes organisationnelles. La plupart des grands collectifs d'Internet (communautés virtuelles, épistémiques, SNS, etc.) sont fondés et/ou sont la conséquence d'interactions plus opportunistes dont la prémisse tient à l'exposition par les individus de leur identité, de leurs opinions, de leurs activités ou de leurs productions. Ils se présentent donc davantage comme des espaces d'agrégation et des structures diffuses produisant du collectif plutôt que comme des organisations éminemment structurées. L'identité, ainsi que le sens du collectif émergent du processus de construction sociale des activités en ligne. C'est ici l'action conjointe, *in progress*, qui définit la signification du projet et la forme qu'il prend à un moment donné.

Les sujets commencent par rendre publics leurs intérêts expressifs et d'autres se saisissent de ces prises qui leur sont offertes pour débiter des interactions avec eux. Cette dynamique conversationnelle facilite notamment le contrôle que les individus entendent exercer sur leur engagement qu'ils estiment pouvoir être révisable et discontinu, assumant par là même la menace attenante qui pèse alors sur l'existence des projets auxquels ils participent. Ces engagements symboliques numériques qui viennent ainsi s'ajouter au répertoire des formes empiriques de la protestation collective décrivent une « volonté de participer » (Klandermans, 1984) qui tranche avec les modalités d'engagement relevant de la remise de soi à une organisation. Les identités individuelles des participants ne sont pas annexées par une entité organisationnelle qui les surplomberait et les subsumerait, mais constituent, *a contrario*, des prises essentielles à partir desquelles peuvent prendre forme et se renforcer des engagements dont on considère qu'ils doivent servir une cause, mais aussi participer de la réalisation des personnes qui s'y livrent (individuation). À l'instar de ce que Michel Peroni (2005, 5) décrit comme étant une des caractéristiques des formes contemporaines de militantisme, les collectifs en ligne ne sont pas des « espace[s] de totalisation de l'expérience et l'engagement ». Ce sont, ici, des « acteurs individus concrets » (Ion, 1997), reconnus dans leurs singularités de sujets, qui s'associent et se tournent vers une forme d'action collective en réseau, laquelle ne se présente plus comme une donnée initiale, mais comme le résultat de ce qui est produit collectivement.

C'est, en partie, le tissu d'engagements dans lequel les sujets se laissent prendre qui contribue à leur révéler certains intérêts ou certaines causes qu'ils ne savaient ou ne pouvaient formuler initialement. Les engagements dans la pratique se laissent ainsi portés par les interdépendances suscitées par la mise en visibilité des individualités. Il faut toutefois noter que ce n'est qu'en de rares occasions que ces coopérations (au terme d'un long travail de consolidation et de renforcement des liens entre les participants) font apparaître des normes et des valeurs que les acteurs endosseront comme attributs identitaires en s'engageant explicitement dans la prise en charge de tâches collectives. C'est sur ce principe que les formes sociales les plus novatrices d'Internet, le logiciel libre, *Wikipédia*, les *Creative Commons*, les API ouvertes, etc., se sont développées pour fabriquer des biens communs à partir d'engagements hétérogènes et bien souvent erratiques. Même si, et il faut le souligner, les mobilisations sur Internet s'appuient évidemment sur des trajectoires personnelles (voire des carrières militantes) qui ont été marquées par des formes de socialisation politique préalables, les capacités offertes par le réseau permettent une plus grande diversité et une plus large distribution des causes et des publics susceptibles de se mobiliser.

## **Mobilisations citoyennes**

Les exemples de mobilisations citoyennes récentes, *in praesentia*, et émergeant d'un tel processus, semblent ne pas manquer, même s'il faut, en la

matière, se parer d'une prudence que certaines recherches semblent ne pas toujours faire leur. Citons ainsi les manifestations de 2001 aux Philippines contre le président Joseph Estrada, qui ont été renforcées par l'usage des SMS ; la manifestation contre la guerre en Irak du 15 février 2003, qui a réuni près de dix millions de personnes dans 600 villes du monde ; la « marche virtuelle » sur Washington organisée le 26 février 2003 par le site *MoveOn*, ou encore les mouvements d'opposition au régime iranien en 2009, qui ont pu communiquer vers l'extérieur du pays notamment par le biais de *Twitter*. Dans son dernier ouvrage, s'appuyant sur le travail de l'anthropologue Mimi Ito <sup>2</sup>, Clay Shirky (2010) relate également l'improbable mobilisation de jeunes Sud-Coréen(ne)s, en avril 2008, contre la réouverture des importations de viande bovine états-unienne. Celle-ci n'aurait pas été conduite à l'initiative d'organisations associatives ou politiques, mais aurait été lancée par de jeunes fans d'un *boys-band*, lesquels, fréquentant le forum du groupe auraient, à un moment donné, polarisé leurs discussions légères sur ce thème plus politique et lancé l'idée d'une protestation publique qui aurait de fait eu lieu quelque temps plus tard. Sans doute manque-t-il, ici, la description fine des diverses médiations sociales, médiatiques et politiques qui, immanquablement, ont pourtant dû chaîner les conversations en ligne aux mobilisations de rue.

Plus récemment, il a été fait grand cas du rôle qu'ont pu jouer les sites de réseaux sociaux (SNS) dans la crise sociale égyptienne et tunisienne de 2010-2011, forçant les présidents Moubarak et Ben Ali à finalement quitter le pouvoir. Dans des pays frappés par un fort chômage, notamment dans les rangs de la jeunesse, par des inégalités sociales des plus importantes et par la censure, *Facebook* et *Twitter* sont devenus des médias et des plateformes d'échange parmi les plus populaires. Les activités en ligne dénonçant les abus des régimes dictatoriaux apparaissent bien, ici, comme l'expression (*i.e.* à la fois une représentation et un élément du processus) d'« un contre-projet face au monde hiérarchique du pouvoir, de ses cérémonies officielles et de sa discipline quotidienne » (Habermas, 1993, 7). *Facebook* aurait ainsi permis la circulation des informations, que se déterritorialisent des événements locaux (notamment ceux à forte charge symbolique : immolations, répressions policières, arrestations, etc.) et que se cristallisent des subjectivités historiques cherchant à agir. Il aurait donc participé en tant que structure d'information et de communication à la construction de l'indignation et à la convergence du sens sur les SNS (« formation du consensus »), mais aussi à la constitution d'un potentiel positif de mobilisation et à l'activation de la révolte (« mobilisation pour l'action » – Klandermans, 1988). S'il est indéniable que les sites de réseaux sociaux ont joué un rôle non négligeable dans les révolutions du « printemps arabe », il serait toutefois abusif de considérer l'action collective comme la conséquence directe de ces répertoires d'action numériques. Sous l'angle singulier de la production participative d'information et du rapport

---

2. Pour un aperçu de son travail, cf. sa page personnelle : <http://www.itofisher.com/mito/>.

qu'elle entretient avec les mouvements sociaux, le caractère novateur que révèlent ces mobilisations tient surtout à l'ampleur du phénomène puisque les mobilisations informationnelles sur Internet ont participé, non pas d'une action collective ponctuelle et/ou sectorielle, mais bien à un mouvement de masse touchant à tous les secteurs de la société et aux différentes sphères de la reproduction sociale.

Face à un certain prophétisme et à une conception idéologique des TIC en général et de l'informatique connectée en particulier, il faut rappeler combien il est nécessaire de ne pas s'en tenir à une forme de déterminisme technique. Une perspective nuancée de ces amours ancillaires entre technique et politique, entre mobilisations informationnelles en ligne et protestations collectives dans les rues doit notamment être envisagée depuis une certaine profondeur historique, au regard de l'épaisseur sociale des situations et des conditions sociopolitiques qui les ont vu émerger, mais également en prenant en compte la complexité des environnements médiatiques. S'agissant du « printemps arabe », le dossier coordonné par Riadh Ferjani et Tristan Mattelart (2011) est exemplaire de cette vigilance. Il y est justement rappelé que, bien avant le développement de l'Internet et du *Web* participatif, existait déjà une contestation médiatique notamment portée par des initiatives audiovisuelles transnationales qui échappaient à la censure étatique. Au nombre d'entre elles, les radios occidentales internationales (*La voix de l'Amérique, Radio Sawa, Deutsche Welle, RMC Moyen-Orient*, etc.) ont, par exemple, durant des années, participé à l'éclosion de discours critiques et nourri la dissidence de représentations alternatives à celles produites par les pouvoirs autoritaires. Et « chaque nouvelle génération de technologie va favoriser les stratagèmes d'auto-information mis en place par les populations pour échapper aux carences des médias étatiques, donnant corps à de véritables circuits parallèles de communication qui propagent des nouvelles absentes de la sphère publique officielle » (Mattelart, 2011, 71).

La consommation d'information reposant de plus en plus sur des agencements complexes et pluriels, il devient inconcevable d'attribuer la responsabilité d'un rapport à l'information se fondant sur l'exposition à un média en particulier, tout autant que d'esquisser la moindre démonstration quant à l'existence d'une influence directe des médias, fussent-ils numériques, sur la mobilisation des individus. L'écosystème qui porte les expériences médiatiques est foncièrement hybride et les diverses composantes du milieu (culturelles, sociales, politiques et techno-symboliques) sont fortement intriquées. Il s'agirait alors de tendre vers des analyses tâchant de repérer quels sont les régimes d'expériences informationnelles, les constructions sociales des significations en lien avec les diverses positions de lecteur, d'auditeur, de téléspectateur, d'internaute, de sujet social et de citoyen, et les éventuelles formes d'« agir » qui leur sont liées. De nombreux discours portant sur le lien entre Internet et action collective restent mâtinés d'un médiacentrisme qui tend à faire disparaître l'internaute, par ailleurs usager d'autres médias et acteur

socialement, politiquement et culturellement positionné derrière son seul usage du *Web* participatif. Dans le même mouvement, ces analyses nous conviennent à ne nous intéresser qu'à une infime partie de la conflictualité sociale : celle qui, pour l'essentiel, prend appui sur les usages de l'informatique connectée. Le film de Mourad Ben Cheikh *Plus jamais peur* (KMBO, 2011), dont le sous-titre est « Au cœur de la révolution de jasmin », fait par exemple la part belle aux témoignages des jeunes diplômés et des élites intellectuelles éduquées dont il a tendance à faire les principaux « entrepreneurs de mobilisation » de la révolution tunisienne. Pour le réalisateur, la figure emblématique de la révolution pourrait ainsi être cette jeune blogueuse (à l'instar de Slim Amamou ou d'Azyz Amamy) qui, atteinte d'une maladie l'empêchant de sortir de chez elle, a participé activement à la mobilisation derrière son écran. Aussi, « réclamer la démocratie sur sa page *Facebook* semble plus original et plus gratifiant que de demander un salaire minimum ou de meilleures conditions de travail au nom de la justice sociale » (El-Chazli, 2011, 83-86).

En l'occurrence, cette focale octroie une moindre centralité à tous ces Tunisien(ne)s issus des classes populaires, sans doute beaucoup moins, voire pas du tout connectés, mais qui ont constitué le gros des troupes manifestantes. Il faut rappeler que les processus révolutionnaires tunisiens et égyptiens sont avant tout la manifestation d'un désir de participation citoyenne, d'une exigence de justice sociale et d'une conception exigeante de la démocratie, laquelle avait été jusqu'alors bafouée. C'est un mouvement général d'émancipation qui s'est *in fine* traduit par une mobilisation permanente de la rue tunisoise et cairote, mais dont les racines plongent dans les régions reculées des bassins miniers, des territoires fortement industrialisés et des couches sociales les plus pauvres, lesquelles ont vertébré les luttes depuis plusieurs années et ont parfois développé des formes d'auto-organisation politique dans une perspective de « révolution permanente ». Si certaines grèves de grande ampleur soutenues par des fractions syndicales progressistes (mais qualifiées par les médias dominants de « corporatistes ») ont du mal à être perçues comme faisant partie intégrale des processus révolutionnaires, il ne fait pourtant aucun doute qu'elles en ont constitué les ferments les plus sûrs en développant des aires d'expression publique tournées vers des revendications de type redistributif. En Égypte, comme en Tunisie, les luttes ouvrières ont été décisives car elles ont entretenu les foyers de protestation et certaines d'entre elles ont d'ailleurs donné lieu à la création d'espaces numériques dédiés, telle la page *Facebook* relayant l'appel à la grève des ouvriers de Mahalla El-Kubra (ville égyptienne qui abrite la plus grande usine de textile du pays), rassemblant près de 70 000 individus en avril 2008 (Richter, 2010).

Romain Lecomte montre que cet investissement numérique n'est pas tout à fait nouveau et s'inscrit aussi dans une histoire de la cyberdissidence (Lecomte, 2009). En Tunisie, dès la fin des années 1990, des protestations furent ouvertes à l'encontre du pouvoir *via* des forums, des sites et des listes de diffusion (*Takriz*, *Tunezine*, *RéveilTunisien*, *Nawaat*, *Tunisnews*, *Alternatives*

*Citoyennes*, etc.) parfois très suivis, notamment lors du second volet du Sommet Mondial sur la Société de l'Information de Tunis, ou bien lors d'initiatives telle que la manifestation en ligne « *Yezzi fock !* », assez largement reprise par les médias étrangers (*CNN*, *Al Jazeera*, etc.). C'est donc progressivement que la blogosphère, puis les SNS, sont apparus comme des lieux majeurs de la contestation. Outre l'émergence de ces espaces d'interprétation où attentes, valeurs et représentations des résultats de l'action sont travaillées par les conversations, le réseau hacktiviste *Anonymous* aurait également permis une extension de la surface des conflits à la Toile, notamment *via* des attaques distribuées par déni de service (DDoS) dirigées sur des sites gouvernementaux, dont celui du Premier ministre, ou encore en piratant le site de la télévision nationale *TV7*. Il aurait aussi contribué à attirer l'attention des médias occidentaux (*France 24* reprendra par exemple des vidéos tournées par des manifestants), condition de possibilité à ce que se constitue un mouvement de solidarité international (Ferjani, 2011). Le *Web* participatif apparaît donc comme un élément important du dispositif révolutionnaire, mais il n'en constitue qu'un des chaînons. Plus encore qu'un maillon, il en est sans doute un des catalyseurs, c'est-à-dire un élément de nature sociotechnique dont les potentiels ont été exploités par une frange de la population à des fins émancipatoires, non parce qu'en soi Internet serait une « force » habilitante, mais plus prosaïquement parce que les programmes d'action des dispositifs qu'ils portent entrent en résonance avec des dynamiques sociales qui y trouvent un support leur assurant une certaine efficacité et leur permettant de pérenniser leur existence (Granjon, 2001).

Youssef El-Chazli souligne par exemple, qu'en Égypte, dans les années 2000, une nouvelle culture politique s'est constituée, permettant d'acculturer une frange de la jeunesse à l'engagement et à un militantisme en réseaux dont Internet a porté les formes organisationnelles de façon assez « naturelle ». Cette modalité contestataire relativement inédite s'est notamment construite sur le désir d'une jeunesse cultivée à la recherche de territoires culturels dont les accès leur étaient rendus difficiles, voire parfois impossibles. La mobilisation des ressources en ligne fut d'abord une réponse à un sentiment de frustration, une réplique déceptive à une ségrégation culturelle. L'informatique connectée a donc été envisagée comme une opportunité pour accéder à des « ailleurs » culturels et bientôt politiques, sur fond de débrouille et de *Do It Yourself* : « En fait, Internet a joué son rôle le plus visible auprès d'une partie de la population dont l'action politique ne constituait ni une nécessité de survie (comme pour les ouvriers), ni une conviction idéologique (comme pour les activistes). En d'autres termes, le Net a contribué, parmi bien d'autres éléments, à politiser la jeunesse éduquée, aisée et individualiste ; une jeunesse "dorée" qui n'était pas perçue comme une menace par les autorités » (El-Chazli, 2011, 85). Tout comme en Égypte ou en Tunisie, Abdelfettah Benchenna constate qu'au Maroc, les milieux urbains sont devenus des terreaux à l'expression d'une avant-garde culturelle (Benchenna, 2011 – certains graffitis tunisois filmé par Mourad ben Cheikh remercient « *Facebook* et les rappeurs ») qui, peu à peu, s'est inventée en une

communauté indépendante prenant consistance en ligne. Constituant un nouveau substrat social composé de quelques liens forts et de très nombreux liens faibles, ces réseaux de sociabilité se mobiliseront aussi pour des initiatives ayant une charge davantage politique, telle que l'initiative « Nous sommes tous Khaled Saïd » [en protestation à l'assassinat d'un jeune Alexandrin tué par la police].

À l'évidence, la dynamique participative apparaît comme un répertoire d'action des plus utiles et adéquats dans les pays où la liberté de la presse n'est pas seulement menacée par les effets de la professionnalisation, de la concentration économique ou du sensationnalisme, mais plus directement par la censure et le contrôle de pouvoirs autoritaires (interdiction des rassemblements, de partis d'opposition, etc.). Les mobilisations informationnelles en ligne constituent alors les expressions contestataires les plus visibles. Même si elles ne publicisent généralement qu'une partie seulement des actions dissidentes, elles constituent des relais essentiels à la montée en généralité des causes défendues et se révèlent d'efficaces dispositifs d'intéressement auprès des acteurs étrangers (médias, gouvernements, ONG, etc.), notamment quand il s'agit d'attirer l'attention des journalistes des pays occidentaux afin de trouver des relais d'opinion permettant de consolider des rapports de force dans leur propre pays. Les formes alternatives de production de l'information dans les États autoritaires doivent donc trouver des formes spécifiques de coordination locales en profitant des marges de liberté et de contournement offertes par Internet et les technologies d'information et de communication. En Chine, en Birmanie, en Iran ou en Égypte, ce sont les blogueurs et les collectifs dissidents de production de contre-information qui sont parvenus à faire émerger des voix différentes des canaux gouvernementaux et médiatiques officiels. En Tunisie par exemple, « le nombre de comptes [Facebook] est passé de 28 000 en septembre 2008, à plus de 800 000 en octobre 2009 et à près de 2 millions fin novembre 2010, plaçant la Tunisie dans le top 20 des pays les plus connectés à ce réseau par rapport au nombre d'habitants. [...] Quand le 17 décembre, éclatent les premières manifestations à Sidi Bouzid, le pouvoir sous-estime la capacité des activistes à relayer sur Facebook la mobilisation. Jusqu'au 23 de ce mois, le système médiatique de propagande exerce un *black-out* total sur la révolte, donnant aux réseaux sociaux et aux chaînes étrangères une audience inespérée » (Ferjani, Mekki, 2011, 80-82). Via Internet, les formes de la contestation se trouvent alors plus étroitement articulées aux outils d'information permettant, parfois à des individus isolés, d'exprimer et de faire circuler des informations sur les mobilisations en échappant aux contrôles et aux censures.

En mars 2003, par exemple, Sun Zhigang, un jeune styliste nouvellement arrivé à Canton est conduit dans un centre de rétention pour migrants et battu par la police chinoise parce qu'il ne pouvait produire de papiers en règle. Il est décédé dans des circonstances obscures quelques jours plus tard. Cette affaire va connaître un développement considérable en Chine en mobilisant une forme de contestation publique souterraine à travers la diffusion de messages d'indignation sur Internet (Thireau, Linshan, 2005). L'écho donné à l'information, le lancement d'une pétition numérique, la multiplication des

échanges mobilisant de nombreux secteurs de la société chinoise pour constituer cette affaire en interpellation publique va permettre d'obtenir une enquête officielle, des condamnations, et conduire les autorités chinoises à réviser le régime des conditions de détention par la police. Depuis l'« affaire Zhigang », les enquêtes sur d'autres morts suspectes se sont multipliées et d'autres formes de mobilisation se sont largement appuyées sur Internet pour monter en généralité, gagner en légitimité et faire avancer leurs causes en les constituant en problèmes publics (Arsène, 2009). Dans les pays connaissant un contrôle étatique de l'information, les médias alternatifs numériques offrent une des principales ressources pour constituer des collectifs et faire naître des mobilisations. Le manque de liberté d'expression conduisant à l'impossibilité de structurer des « subjectivités rebelles » en des « espaces publics oppositionnels » (Negt, 2007) concrets (associations, partis, syndicats, etc.) susceptibles de porter leurs expressions et leurs revendications au sein d'espaces publics médiatique et politique plus larges, se traduit ainsi par un investissement dans le domaine numérique. Pour le dire avec les termes de Jürgen Habermas, quand il est patent que les garanties statutaires de l'État tout autant que les médias de masse n'autorisent ni une auto-organisation politique de la société, ni même la possibilité d'une formation informelle des opinions au sein d'espaces publics autonomes, les potentiels critiques et de résistance tendent à s'actualiser sur Internet. Non parce que l'engagement y serait somme toute plus aisé ou plus confortable, mais plutôt parce que le réseau des réseaux constitue un substrat social hétérogène (un public large), composé de sujets interconnectés, donc contactables dans un cadre conversationnel plus « ordinaire » et dont on peut penser qu'ils sont également mobilisables dans des projets politiques critiques. Ainsi, les blogueurs dissidents tunisiens « revendiquent souvent leur indépendance vis-à-vis de “l'opposition” tunisienne, qu'il s'agisse de “l'opposition cliente”, soutenant le pouvoir en place en échange de diverses rétributions matérielles et symboliques de la part de l'État, ou de “l'opposition indépendante”, composée de quelques associations ou partis marginalisés. Affichant leur positionnement “hors les murs”, ils s'expriment souvent de façon satirique et provocatrice, adoptant un style beaucoup plus informel que celui adopté par les personnalités de l'opposition tunisienne » (Lecomte, 2009).

## **Surveillance et contre-révolution**

Fort du rôle que joue Internet dans les mouvements sociaux, dont certains se sont révélés de grande ampleur, Manuel Castells (2009, 302) constate que c'est « parce qu'ils sont multimodaux, divers et omniprésents que les réseaux de communication sont capables d'inclure et de donner forme à une diversité culturelle et une multiplicité de messages à une échelle beaucoup plus large qu'aucune autre forme de l'espace public dans l'histoire [...]. Dans un monde marqué par la communication de masse individuelle, les mouvements sociaux

et la rébellion (*insurgent politics*) ont la chance d'entrer dans l'espace public à partir de sources diverses. En utilisant à la fois les réseaux de communication horizontaux et les médias traditionnels, ils augmentent leur chance de jouer un rôle dans le changement politique – même s'ils partent dans une position de subordination dans l'ordre du pouvoir institutionnel, des ressources financières ou de la légitimité symbolique ». Pour sa part, Dominique Cardon (2010, 7) considère qu'Internet transformerait « la nature même de la démocratie ». À l'heure des réseaux numériques, précise-t-il, « la société prétend à une sorte d'autoreprésentation immanente aux activités des internautes » (*ibid.*, 51-52), lesquelles permettraient *de facto* que se produise une « émancipation des publics », « le *Web* incarn[ant alors] l'avenir de la démocratie » (*ibid.*, 99-100). Reconnaître les potentialités qu'ouvrent les plus récents réseaux d'information et de communication ne doit toutefois pas conduire à en faire les causes ou les ressources exclusives de l'action contestataire. En la matière, les visions déterministes et romantiques de l'action doivent être récusées. Ce sont précisément ces utopies technicistes que s'applique à dénoncer Evgeny Morozov, rappelant que ce ne sont pas les *tweets* qui font tomber les gouvernements, mais bien la population (en référence à l'article du journaliste Andrew Sullivan sorti dans *The Atlantic's* : "The Revolution Will be Twittered") et que les TIC sont des enjeux de pouvoir avant d'être des dispositifs de démocratisation : « L'idée qu'Internet favorise les opprimés plutôt que les oppresseurs est liée à ce que j'appelle le cyber-utopisme : une croyance naïve dans la nature émancipatrice de la communication en ligne » (Morozov, 2011, xiii). Dans un style parfois proche de la « rhétorique réactionnaire » identifiée par Albert Hirschmann (1991), le chercheur biélorusse considère que sont systématiquement mal interprétés et surévalués les usages contestataires d'Internet (*e.g.* dans le cas des mobilisations moldave ou iranienne *via Twitter*) et qu'en aucune façon le réseau des réseaux ne doit être tenu en capacité de participer seulement à des mobilisations citoyennes susceptibles d'étendre la démocratie. Evgeny Morozov souligne pour sa part, à l'aide de nombreux exemples, combien Internet et les réseaux sociaux peuvent être aussi des outils précieux de surveillance, de censure et de contrôle de la société civile, notamment pour les régimes dictatoriaux qui savent de mieux en mieux en tirer profit ou pour les groupes réactionnaires qui cherchent à étendre leur surface sociale, à l'instar des islamistes d'Ennahdha qui, en Tunisie, ont mis sur pied une cellule de veille spécialement dédiée à *Facebook* (Epelboin, 2011) : « À l'occasion de la campagne présidentielle de 2009, l'armée numérique du RCD, le parti au pouvoir, aidée par la police du Net, a pu rassembler 104 000 fans sur la principale page de soutien à la candidature de Ben Ali. Ces cyberactivistes d'un nouveau genre avaient testé un système sophistiqué de filtrage et de surveillance des comptes personnels des opposants, mais aussi de simples contestataires sans étiquette. Ce système fourni par Microsoft et Cisco, avait permis à l'Agence Tunisienne d'Internet de placer un logiciel espion sur la page d'accueil de *Facebook*, rendant possible de récupérer les identifiants et les mots de passe de toute connexion émanant de la Tunisie »

(Ferjani, Mekki, 2011, 80).

À l'insouciance technobéate des cyber-utopistes au nombre desquels il compte Clay Shirky ou Jonathan Zittrain, Evgeny Morozov répond ainsi par un pessimisme théorique dont on aurait peut-être souhaité qu'il fût davantage couplé à un « optimisme de la volonté » au regard de certaines mobilisations récentes. Il parle de *slacktivism* afin de décrire ce qu'il considère comme la « maladie infantile » des mobilisations numériques, à savoir une adhésion rapide, sans conviction et sans engagement conséquent d'internautes qui se contentent de grossir les rangs des signataires de pétitions, de « fans », d'« amis » ou de « followers » dont le rassemblement ne saurait être considéré comme la marque d'une implication politique effective. Et d'ajouter que plus le nombre des adhésions en ligne est important, plus la pression sociale s'exerçant sur chaque « adhérent » et conduisant à l'action est moindre. Pour sa part, Malcolm Gladwell (2010) insiste sur le fait que le *Web* participatif étant construit autour de liens faibles, ils permettent certes une connectivité ouvrant par exemple à des informations inédites, mais conviennent assez peu à la construction d'un militantisme conséquent débouchant sur des actions concrètes présentant une prise de risque et donc potentiellement des sacrifices à consentir. Ces condamnations ne sont-elles pas un peu trop rapides ? À cet égard, l'essayisme médiatique qui fait rage outre-Atlantique et oppose les partisans du « *small change* » (Gladwell, 2000) aux évangélistes du « *big change* » (Shirky, 2010 ; Duval, 2010) ne mérite sans doute pas plus d'une heure de peine. Les uns nient l'éventualité d'homologies structurales existant entre certaines formes contemporaines d'engagement et les programmes d'action des médias sociaux, tandis que les autres se complaisent dans des généralisations abusives faisant du *Web* participatif la nouvelle panacée numérique. Considérer que les formes d'engagement *online* et *offline* sont identiques ou, au contraire, radicalement distinctes par nature, c'est *de facto* s'interdire de penser leur articulation et la manière dont, pratiquement, Internet peut jouer des rôles variés au regard de la mobilisation du consensus (intéressement symbolique, recherche d'une adhésion, etc.) et de l'action collective ; dynamiques par rapport auxquelles il s'avère nécessaire d'apporter, en chaque cas, des preuves empiriques étayées.

## Bibliographie

- ARSÈNE Séverine, 2009, *La prise de parole des internautes chinois. Normes sociales et naissance des mobilisations*, thèse en sciences politique, Paris, IEP.
- BENCHENNA Abdelfettah, 2011, « Fragiliser la contestation : les fidèles du Makhzen à l'assaut des réseaux », *Médias*, n° 30, 87-90.

- CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.
- CARDON Dominique, GRANJON Fabien, 2010, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CASTELLS Manuel, 2009, *Communication Power*, Oxford, Oxford University Press.
- DUVAL Jared, 2010, *Next Generation Democracy : What the Open Source Revolution Means for Power, Politics, and Change*, New York, Bloomsbury Publishing.
- EL-CHAZLI Youssef, 2011, « Du “mur” à la rue : la révolte des “jeunes de Facebook” en Égypte », *Médias*, n° 30, 83-86.
- FERJANI Riadh, 2011, « De l’ivresse éditoriale : la révolution tunisienne racontée par *Al Jazeera* », *Médias*, n° 30, 75-78.
- FERJANI Riadh et MATTELART Tristan, 2011, « Les Révolutions 2.0 n’ont pas eu lieu », *Médias*, n° 30, 70-94.
- FERJANI Riadh, MEKKI Thameur, 2011, « Révolution et contre-révolution en Tunisie : le virtuel miroir du réel », *Médias*, n° 30, 79-82.
- GLADWELL Malcom, 2000, *The tipping point. How little things can make a big difference*, London, Abacus.
- GRANJON Fabien, 2001, *L’Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée.
- GRANJON Fabien, TORRÈS Asdrad, 2012, « R@S : la naissance d’un acteur majeur de l’Internet militant français », *Le Temps des médias*, à paraître.
- HABERMAS Jürgen, 1993, *L’espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- HIRSCHMANN Albert O., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.
- ION Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l’atelier.
- KLANDERMANS Bert, 1984, “Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory”, *American Sociological Review*, vol. 49, n° 5, 583-600.
- KLANDERMANS Bert, 1988, “The formation and Mobilization of Consensus”, *International Social Movement Research*, vol. 1, 73-95.
- MATELART Tristan, 2011, « Médias, internationalisation et contournement des censures », *Médias*, n° 30, 71-74.
- MOROZOV Evgeny, 2011, *The Net delusion. How not to liberate the world*, London, Penguin Books.
- NEGT Oskar, 2007, *L’espace public oppositionnel*, Paris, Payot.
- PERONI Michel, 2006, « Engagement distancié ou engagement situé ? », communication au colloque *Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes*, Lille.
- RICHTER Carola, 2010, “Virtual mobilisation : The Internet and political activism in Egypt”, *Orient*, vol. 51, n° 1, 16-24.

Fabien GRANJON

- SHIRKY Clay, 2008, *Here Comes Everybody. The Power of Organizing without Organizations*, London, Penguin Books.
- SHIRKY Clay, 2010, *Cognitive surplus. Creativity and generosity in a connected age*, New York, The Penguin Press.
- THIREAU Isabelle, LINSHAN Hua, 2005, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix*, vol. 18, n° 71, 137-164.

### Sources électroniques

- EPELBOIN Fabrice, 2011, « Manipulation de masse : un œil sur l'avenir de la communication politique dans les réseaux », *reflets.info*, 19 mai, [article en ligne : <http://reflets.info/manipulation-de-masse-un-oeil-sur-lavenir-de-la-communication-politique-dans-les-reseaux/>].
- GLADWELL Malcom, 2010, "Small Change. Why the revolution will not be tweeted", *The New Yorker*, 4 octobre, [article en ligne : [http://www.newyorker.com/reporting/2010/10/04/101004fa\\_fact\\_gladwell](http://www.newyorker.com/reporting/2010/10/04/101004fa_fact_gladwell)].
- LECOMTE Romain, 2009, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *tic&société*, vol. 3, n° 1-2, [article en ligne : <http://ticetsociete.revues.org/702>].